LE FIGARO MAGAZINE

MACRON ET LES FRANCS-MAÇONS
LE BRAS DE FER

Emmanuel Macron devant la pyramide du Louvre (photomontage).

BRETAGNE-PAYS DE LA LOIRE
SPÉCIAL FESTIVALS : NOS COUPS DE CŒUR • 24 PAGES

VENDREDI 8 ET SAMEDI 9 JUIN 2018

WWW.FIGAROMAGAZINE.FR



Philippe Foussier, grand maître du Grand Orient de France (GODF), sonne la charge contre l'Elysée.

LES FRANCS-MAÇONS CONTRE MACRON

La plupart des frères ont soutenu l'élection d'Emmanuel Macron, symbole d'ouverture politique. Mais, depuis mai 2017, les frictions s'accumulent entre certaines franges de la franc-maçonnerie française qui défendent une vision stricte de la laïcité, et un président très spiritualiste qui a multiplié les gestes en direction des religions.

Par Vincent Nouzille

Le président Emmanuel Macron se défend de tout sectarisme.



Cette crise de confiance entre Emmanuel Macron et les frères n'était pas écrite d'avance. Tout avait bien commencé

Ils ont déployé leurs bannières, qui évoquent l'Etoile polaire, l'Altérité, l'Orient de Paris ou la Défense laïque. Plusieurs milliers de francs-maçons, arborant sautoirs et cordons bleu ciel, se pressent en rangs serrés, en ce 1er mai, dans les allées du cimetière parisien du Père-Lachaise. A l'appel d'une dizaine d'obédiences, ils honorent comme chaque année les martyrs de la Commune de Paris et autres « héros de la République » ; ce jour-là, ce sont Philippe Honoré et Mustapha Ourrad, membres de *Charlie Hebdo* assassinés lors de l'attaque du 7 janvier 2015. Au terme de leur parcours, devant le mur des Fédérés, les frères et sœurs entonnent en chœur *Le Temps des cerises*, *L'Internationale* puis *La Marseillaise*.

Cette année, ce rassemblement prend une tournure particulière car une bonne partie des francs-maçons sont en colère. Ils pestent contre Emmanuel Macron, qui a pris de nombreuses initiatives en faveur des religions au détriment, selon eux, des non-croyants et d'une laïcité dont ils se disent les défenseurs rigoureux. De sa voix grave, Philippe Foussier, l'actuel grand maître du Grand Orient de France (GODF), la principale obédience hexagonale, sonne la charge dans un discours au vitriol contre les *« confusions »* qui seraient encouragées par l'Elysée : *« Les questions religieuses ne doivent pas envahir la vie sociale et civique*, lance-t-il. *Monsieur le Président, soyons très clairs, les francs-maçons ne demandent rien pour eux-mêmes… Ils ne veulent pas être sur la photo avec les cardinaux, les rabbins, les pasteurs, les imams et les bonzes. »* Pour le responsable du GODF, la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat de 1905 est menacée et les appels aux croyants seraient le ferment d'une communautarisation de la société. La laïcité, rien que la laïcité ! Son discours est très applaudi.

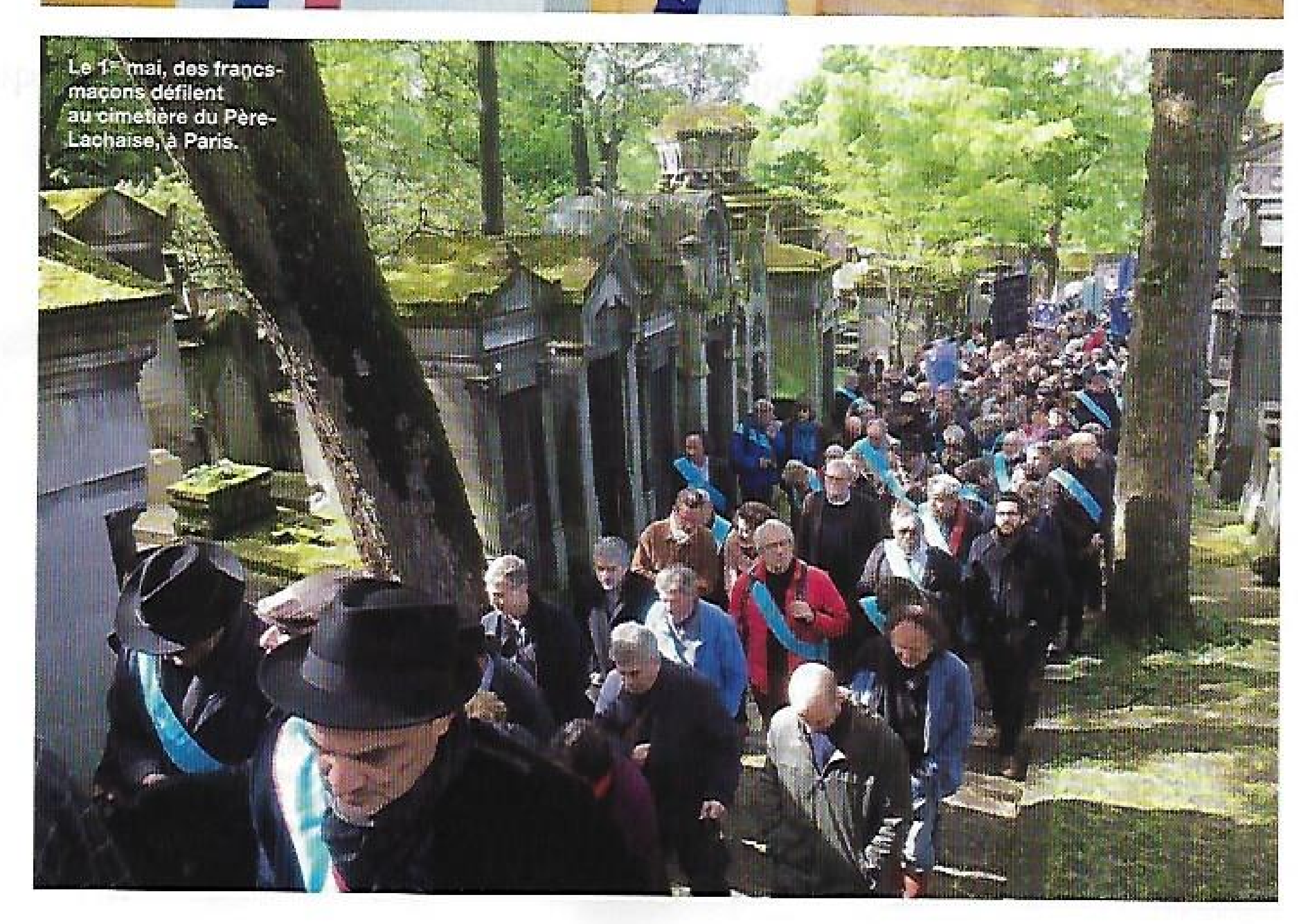
Bien sûr, tous les frères ne sont pas prêts à partir en guerre contre le cléricalisme présumé d'Emmanuel Macron. Les grandes obédiences comme la Grande Loge de France (GLDF), très spiritualiste, ou la Grande Loge nationale française (GLNF), ouvertement déiste, ne veulent pas prendre de positions publiques sur ces sujets. *« Nous prônons l'éducation, la tolérance et le dialogue »*, explique Philippe Charuel, le grand maître de la GLDF.

PROXIMITÉ AVEC DES MACRONIENS

Cette dernière, considérée comme assez œcuménique, avec des frères venus de droite, du centre et de la gauche, semble davantage en phase avec l'Elysée que le GODF, traditionnellement proche des socialistes. Détail symbolique : le 19 avril, lors de l'hommage rendu au grand temple de la GLDF, rue Puteaux à Paris, au lieutenant-colonel Arnaud Beltrame, à la fois catholique fervent et franc-maçon revendiqué, assassiné à Trèbes par un djihadiste, la présence de Bruno Roger-Petit, le porte-parole de l'Elysée, a été très remarquée. Mais d'autres loges sont remontées contre un président qui a annoncé, le 9 avril devant les évêques de France, vouloir *« réparer »* les liens entre l'Eglise et l'Etat. Le GODF est très engagé sur ce terrain, puisqu'il s'est ouvertement bagarré durant des décennies contre l'influence catholique sur le pouvoir politique. Plusieurs obédiences, comme la Fédération française du Droit humain (DH) ou la Grande Loge féminine de France (GLFF) défendent, elles aussi, une conception stricte de la laïcité, qu'elles estiment de plus en plus bafouée.

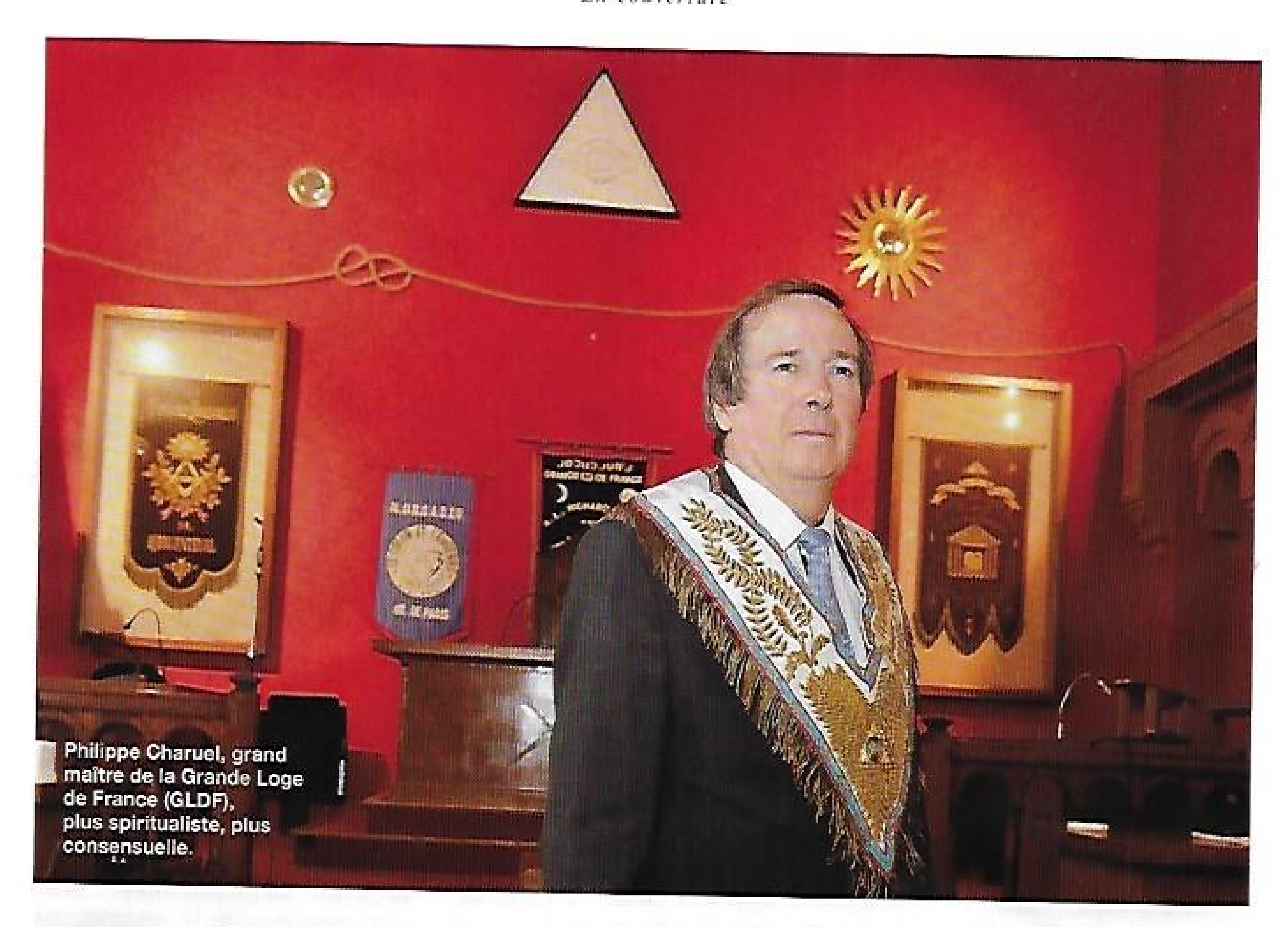
Cette crise de confiance entre Emmanuel Macron et les frères n'était pas écrite d'avance. Avant même d'être officiellement candidat à l'élection présidentielle, celui qui était alors ministre de l'Economie de François Hollande a pris soin de ménager quelques contacts dans les réseaux maçonniques, dont il avait pu mesurer l'influence notamment lors du remplacement du président d'EDF Henri Proglio. Le 21 juin 2016, il a accepté l'invitation de plusieurs loges du GODF à venir plancher devant elles, sur le thème : « La mondialisation peut-elle être synonyme de progrès ? ». Insistant sur la nécessité de règles communes et sur la réparation des effets sociaux d'un libéralisme sauvage, il a minutieusement préparé son intervention avec plusieurs de ses proches. Parmi eux, quelques frères de poids avaient amendé son allocution. Dans un mail daté du 19 juin 2016, son conseiller Quentin Lafay résumait les commentaires de ces relecteurs initiés : François Patriat, sénateur socialiste et soutien de la première heure, trouvait le discours *« très bien, très équilibré »* ; Gérard Collomb recommandait d'avoir une conclusion sur *« l'optimisme et l'unité »* et de retirer une référence aux *« athées »* ; le conseiller d'Etat Didier Casas avait réécrit des phrases sur *« l'universalisme français »* et conseillé *« dans l'ensemble d'être un peu plus empathique »* car selon lui, au fond, *« les maçons restent tous un peu Ferry et Gambetta »*. Autrement dit, attachés à une certaine idée de la République. La « tenue blanche fermée » d'Emmanuel Macron au →

Le 9 avril, le président Macron s'exprimait devant la conférence des évêques de France, souhaitant « réparer » les liens entre l'Eglise et l'Etat. Une véritable « provocation » aux yeux de certains francs-maçons.



Le 1er mai, des francs-maçons défilent au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

POOL/ABACA ; DR



Philippe Charuel, grand maître de la Grande Loge de France (GLDF), plus spiritualiste, plus consensuelle.

Des piliers du pouvoir sont sensibles aux idées maçonniques.

grand temple Arthur-Groussier de la rue Cadet avait été appréciée.
Durant la campagne, la démarche politique du candidat Macron, qui s'affichait ni de droite ni de gauche et voulait réunir les compétences d'où qu'elles viennent, a connu un certain écho au sein des loges, où se mélangent bon nombre d'élus républicains de tout bord. *« L'un des fondements de la démarche maçonnique consiste à réunir ce qui est épars. La volonté d'ouverture et de renouvellement de Macron m'a séduit, tout comme son idéal européen. Il incarne un grand bol d'air frais »*, témoigne Jean-Laurent Turbet, un frère socialiste qui a rallié très tôt le candidat d'En Marche !. Avec quelques autres initiés, ce franc-maçon affilié à la GLDF a décidé de créer le Cercle Camille Desmoulins, une « fraternelle » de soutien au président élu, laquelle rassemble actuellement plusieurs centaines de membres. Son but : *« apporter quelques idées neuves, sans se substituer aux appareils politiques »* confie son animateur, plutôt satisfait du bilan actuel de Macron, qui *« fait ce qu'il a dit »*.
Après les appels de la plupart des obédiences à voter au deuxième tour contre Marine Le Pen, les premières nominations ont réjoui les francs-maçons. Certes, leur influence a reculé en comparaison de l'ère Hollande, du fait du rajeunissement des parlementaires et de la concentration des décisions entre les mains d'une garde rapprochée présidentielle assez peu maçonne.

DES FRÈRES BIEN PLACÉS

Mais des piliers du pouvoir demeurent sensibles à leurs idées. Le Premier ministre Edouard Philippe, fils d'un éminent frère havrais, connaît bien leur culture. Tout comme le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer : sans être initié, ce dernier a plusieurs fois souligné qu'il aurait pu l'être et il est resté proche de la famille Baroin en tant que biographe émérite de Michel Baroin, ancien grand maître du GODF, décédé en 1987. L'arrivée de Gérard Collomb, fort de son ancrage maçonnique lyonnais, au ministère de l'Intérieur, un fief traditionnel d'initiés, n'a pas déplu, tout comme le transfert de Jean-Yves Le Drian, autre frère du GODF, du ministère de la Défense au Quai d'Orsay. A ces poids lourds s'ajoute la nomination de la féministe Marlène Schiappa, fille d'un libre-penseur initié, comme secrétaire d'Etat chargée de l'Egalité entre les hommes et les femmes, et celle du radical de gauche Jacques Mézard, sénateur du Cantal réputé proche des loges, pour s'occuper de la Cohésion des territoires. La liste n'est pas exhaustive. De plus, le groupe des élus de La République en marche au Sénat est présidé par François Patriat, frère reconnu, et celui de l'Assemblée nationale, par Richard Ferrand, qui a fréquenté les réseaux maçonniques bretons et ceux des mutuelles, lesquels se recoupent parfois… Sans compter la présence, en coulisses, de


Gérard Collomb et Jean-Yves Le Drian : deux frères à des postes clés du gouvernement.

DOMINIQUE FAGET/AFP ; LEWIS CHRISTIAN/ABACAPRESS

à commencer par des ministres qui comptent

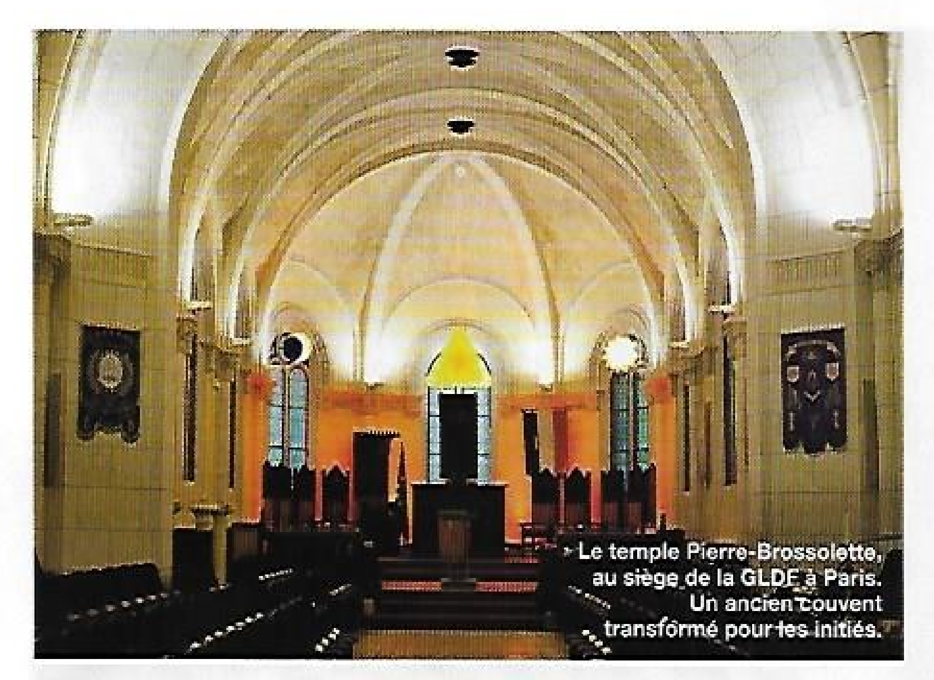
Jean-Paul Delevoye, ancien ministre et ex-président du Conseil économique social et environnemental, très à l'aise dans le monde maçonnique. C'est lui qui dirigeait la commission des investitures d'En Marche ! pour les législatives et qui s'occupe de l'épineux dossier des retraites.

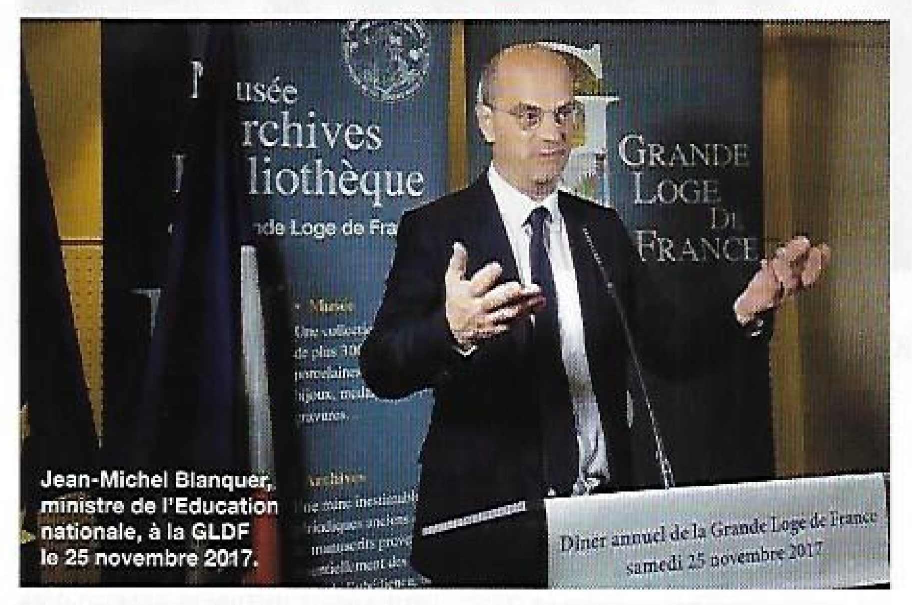
Les premiers contacts officiels entre les obédiences et les équipes en place ont confirmé ces a priori favorables. Le 25 novembre 2017, Jean-Michel Blanquer a été l'invité d'honneur du dîner annuel de la GLDF, où il a rappelé ses *« convergences »* avec les valeurs maçonniques. *« C'est un homme d'écoute »*, se félicite-t-on au siège de cette obédience. Parallèlement, le ministre de l'Education nationale a accepté d'exposer ses vues sur l'école, fin février, devant le Conseil de l'ordre du GODF, une initiative rare. Au sein de son nouveau Conseil des sages sur la laïcité, Jean-Michel Blanquer a aussi nommé la sociologue Dominique Schnapper et le politologue Laurent Bouvet, régulièrement invités dans les loges, ainsi que deux gradés du GODF, Patrick Kessel, ancien grand maître, et Alain Seksig, inspecteur de l'Education nationale.

FRICTIONS SUR LA LAÏCITÉ

D'autres membres du gouvernement connaissent également la rue Cadet : Muriel Pénicaud, Agnès Buzyn, Geneviève Darrieussecq, Sophie Cluzel ont participé récemment à des conférences sur place. Pour sa part, Marlène Schiappa a été honorée d'un prix de la laïcité remis le 8 décembre par le GODF. *« La laïcité*, a-t-elle dit à cette occasion, *ce n'est pas un gâteau qu'on partage entre les différentes religions… C'est la laïcité qui fait que nous sommes une nation unique, un peuple unique, et pas un millefeuille, les Village People ou une addition de communautés. »* Autant de phrases qui ont ravi les initiés.

Malgré ces bonnes connexions ministérielles, l'orage a commencé à poindre dès l'automne avec l'Elysée. Plusieurs appels du pied du président Macron aux représentants des religions ont alarmé les responsables maçonniques. Premier signal : venu participer le 22 septembre à la célébration du 500e anniversaire de la Réforme, Emmanuel Macron encourage vivement les responsables protestants à *« ne rien céder »* de leurs idéaux. Il les incite même à continuer de participer activement à la vie publique, que ce soit sur les migrants ou pour la préparation des futures lois bioéthiques : *« La manière que j'aurai d'aborder ces débats ne sera en rien de dire que la politique a une prééminence sur vous »*, précise-t-il à propos de la bioéthique. Pour certains francs-maçons partisans de la procréation médicalement assistée pour toutes les femmes, cette possible *« prééminence »* des religions sur le politique constitue une inversion dangereuse, le signe avant-coureur d'un affaiblissement de la laïcité. *« Nous pensions,* →


Le temple Pierre-Brossolette, au siège de la GLDF à Paris. Un ancien couvent transformé pour les initiés.



Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Education nationale, à la GLDF le 25 novembre 2017.

Des frères prônent une laïcité apaisée, tandis que d'autres sont plus offensifs contre l'islam

peut-être naïvement, qu'au-dessus des lois divines il y avait les lois de la République ! », commentera Philippe Foussier. « *Le fait de dire que la République n'aura peut-être pas le dernier mot sur ces sujets est embêtant. Comme Nicolas Sarkozy, Emmanuel Macron privilégie la démarche religieuse* », estime Jean-Michel Quillardet, ancien grand maître du GODF et président de l'Observatoire international de la laïcité contre les dérives communautaires.

PROCHE DU PRINTEMPS RÉPUBLICAIN

Deuxième alerte : le 21 décembre, Emmanuel Macron reçoit à l'Elysée les représentants de tous les cultes. La réunion se déroule à huis clos, dans une ambiance chaleureuse. Le Président promet à nouveau de travailler ensemble sur les sujets de société. Lors de ces échanges, Emmanuel Macron aurait critiqué la « *radicalisation* » de certains partisans de la laïcité, jugés parfois trop antireligieux. Des francs-maçons se sont sentis visés, n'appréciant pas d'être ainsi confondus avec d'autres formes de « radicalisés ». « *Des frères prônent une laïcité apaisée, mais il est vrai que d'autres en font une lutte plus offensive, notamment pour endiguer l'islam politique* », analyse un fin connaisseur des loges.

Certains piliers du GODF, dont Philippe Foussier, relaient, entre autres, les prises de position du Printemps républicain, un collectif créé en 2016, après les attentats de Paris. Animé notamment par Laurent Bouvet, Gilles Clavreul, un préfet proche de Manuel Valls, Frédérique Calandra, maire PS du XXe arrondissement de Paris, ou Amine El Khatmi, adjoint PS au maire d'Avignon, le Printemps républicain promeut une laïcité combative, en pointe contre l'islamisme. Le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer est sur la même ligne : il s'est, par exemple, prononcé contre le port du voile pour les mères accompagnatrices de sorties scolaires, à l'inverse de la jurisprudence du Conseil d'Etat… et même du président Macron. Interrogé le 15 avril à la télévision par le tandem Plenel-Bourdin sur cette position de Jean-Michel Blanquer, le locataire de l'Elysée a paru embarrassé, se contentant d'évoquer la jurisprudence actuelle. Car ces opinions « laïques » militantes, répandues dans les loges, sont jugées un peu trop excessives à l'Elysée. « *Il y a bien un islamisme radical qu'il faut combattre et un problème d'organisation de l'islam de France qu'il faut résoudre, mais on ne peut pas ostraciser les musulmans pour autant* », tempère un conseiller du Président.

CONCERTATION SANS LES FRÈRES

Aux yeux de certains frères, Emmanuel Macron a « aggravé » son cas le 4 janvier, lors des vœux aux autorités religieuses, puisqu'il a répété que leurs opinions devaient être « *considérées* », même si l'Etat est censé rester dans une position de « *surplomb et d'arbitre* ». « *Pour lui, l'Etat est laïc, mais la société ne l'est pas*, explique son porte-parole Bruno Roger-Petit. *On ne peut pas nier le fait religieux. Il faut discuter avec tous les cultes et toutes les familles de pensée, sans exclusive.* » Or, la première « *séance de travail non médiatisée* » promise par l'Elysée sur →

MARTA NASCIMENTO/REA ; FRANÇOIS BOUCHON/EXPRESS-REA


Le 21 décembre, le président Macron recevait les représentants des cultes. Une trop bonne relation ?

Pour déminer le débat, l'Elysée prévoit de recevoir prochainement toutes les obédiences maçonniques

des thèmes de société a réuni des experts et des représentants des religions, sans présence officielle des obédiences maçonniques. Le 13 février, un dîner a rassemblé autour du Président, sur le thème de la fin de vie, une vingtaine de personnalités dont Jean-Luc Romero (Association pour le droit de mourir dans la dignité), Jean-François Delfraissy, président du Conseil consultatif national d'éthique, plusieurs autres membres de cette instance, des spécialistes médicaux ainsi que des personnalités religieuses – catholiques, protestantes et juives. Un autre dîner de travail s'est déroulé le 23 mai sur la procréation médicalement assistée (PMA), sujet sensible sur lequel Emmanuel Macron entend écouter tout le monde avant de légiférer, afin d'éviter que quiconque se sente *« méprisé »*. Les responsables maçonniques n'ont pas été conviés.

Les tensions ont encore franchi un seuil ces dernières semaines. Car le discours, dense et mûrement réfléchi, du Président devant la Conférence des évêques de France, au collège des Bernardins, le 9 avril, a été perçu par certains frères comme une véritable provocation. *« La laïcité n'a certainement pas pour fonction de nier le spirituel au nom du temporel, ni de déraciner de nos sociétés la part sacrée qui nourrit tant de nos concitoyens,* a dit Emmanuel Macron, citant à plusieurs reprises le philosophe spiritualiste Paul Ricœur, dont il fut l'assistant et qui continue de l'inspirer. *Je suis, comme chef de l'Etat, garant de la liberté de croire et de ne pas croire, mais je ne suis ni l'inventeur ni le promoteur d'une religion d'Etat substituant à la transcendance divine un credo républicain. »* Autrement dit : ceux qui s'arc-boutent de manière exclusive sur une sorte de « foi républicaine » supérieure font, selon lui, fausse route. De plus, Emmanuel Macron a expliqué que le lien entre l'Eglise et l'Etat s'étant *« abîmé »*, il fallait le *« réparer »*. Enfin, il a appelé les catholiques à s'engager davantage dans le débat politique, national et européen. Autant de chiffons rouges pour certains francs-maçons !

CLARIFICATIONS ATTENDUES

Plusieurs obédiences se sont émues de ces propos présidentiels, qui préludent à une visite d'Emmanuel Macron au pape François au Vatican, prévue fin juin. Marie-Thérèse Besson, responsable de la Grande Loge féminine de France, a adressé une lettre à l'Elysée pour exprimer son *« inquiétude »* suite au discours prononcé devant les évêques. *« Il n'y a pas de "lien abîmé" entre l'Eglise et l'Etat »*, a ajouté la Fédération française du Droit humain, jugeant *« inadmissible que la hiérarchie catholique veuille imposer ses conceptions morales, sociales et politiques à l'ensemble de la nation »*. Le GODF a, quant à lui, fustigé un *« retour aux anciennes pratiques du cléricalisme »* et une *« grave entorse au principe républicain de laïcité »* inscrit dans le marbre par la loi de 1905. *« Avec ce discours, Macron laisse entendre que l'Etat devrait s'excuser et se repentir de s'être séparé de l'Eglise, ce qui est aberrant »*, dit-on au GODF.

Résultat : le climat s'est nettement refroidi entre une bonne partie des francs-maçons et le pouvoir. Les frères attendent surtout des clarifications du Président sur la laïcité, leur principal cheval de bataille. *« J'ai envoyé des notes sur le sujet à Sylvain Fort, conseiller et plume du Président. Je n'ai jamais eu de retour »*, déplore Jean-Michel Quillardet. Conscient du risque de défiance et d'une accumulation de malentendus, l'Elysée espère calmer le jeu : *« Nous envisageons une rencontre entre le Président et toutes les obédiences, pour tenir compte de la diversité de leurs opinions »*, indique-t-on dans l'entourage d'Emmanuel Macron. Les invitations n'ont pas encore été lancées, et la date n'est pas fixée. Philippe Foussier a été reçu en mai par le directeur de cabinet du président, Patrick Strzoda, pour parler de sécurité, mais ce fut l'occasion d'un premier tour d'horizon. *« Si le président veut nous parler, nous sommes prêts,* confie le grand maître. *François Hollande a mis quatre ans et demi pour venir nous voir. Nous avons le temps ! »* ■

Vincent Nouzille

HAMILTON/REA